

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 juillet 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-troisième session,
30 avril-4 mai 2012**

N° 7/2012 (Chine)

Communication adressée au Gouvernement le 16 janvier 2012

Concernant: Chen Wei

Le Gouvernement a répondu à la communication le 17 avril 2012.

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. Chen Wei, citoyen chinois, est un militant des droits de l'homme.

4. D'après la source, le 20 février 2011, M. Chen a été convoqué pour un interrogatoire par des agents de la sécurité nationale chinoise appartenant à une unité du Bureau de la sécurité publique de la ville de Suining. On ignore si un mandat ou toute autre décision émanant d'une autorité publique lui a été présenté. Les policiers auraient par la suite confisqué l'ordinateur de M. Chen et d'autres documents lui appartenant lors d'une perquisition effectuée à son domicile. M. Chen a été conduit au centre de détention de la ville de Suining où il se trouve encore.

5. La source rapporte que, le 21 février 2011, le Bureau de la sécurité publique de Suining a publié un avis officiel indiquant que M. Chen était détenu au motif d'«incitation à la subversion du pouvoir de l'État» en vertu de l'article 105(2) du Code pénal de la République populaire de Chine. Le 28 mars 2011, le Bureau a annoncé que M. Chen avait été officiellement arrêté sous le même chef d'inculpation.

6. Depuis son arrestation, M. Chen n'a pas été autorisé à voir sa famille et a eu un accès très limité à ses avocats. Le 23 décembre 2011, M. Chen a été traduit en justice devant le tribunal populaire intermédiaire de la municipalité de Suining (province du Sichuan) pour «incitation à la subversion du pouvoir de l'État». Il a été condamné à une peine de neuf années d'emprisonnement et à la privation de ses droits politiques pour deux années supplémentaires.

7. La source allègue que l'acte d'accusation visant M. Chen mentionnait des articles qu'il avait écrits pour des sites Web étrangers sur des sujets liés au système politique et aux droits de l'homme en République populaire de Chine.

8. La source indique que M. Chen était l'un des étudiants qui ont participé aux manifestations de 1989 sur la place Tiananmen. Il avait été placé en détention à la prison de Qincheng à Beijing et relâché en janvier 1991. Par la suite, en mai 1992, M. Chen avait de nouveau été arrêté pour avoir commémoré les événements du 4 juin 1989 et pour avoir organisé un parti politique et il avait été condamné à cinq ans d'emprisonnement. Selon la source, ces dernières années, M. Chen est devenu un chef de file dans l'organisation de diverses actions en faveur des droits de l'homme dans la province de Sichuan, aux côtés de M. Liu Xianbin qui fait l'objet de l'avis n° 23/2011 du Groupe de travail. M. Chen est également signataire de la Charte 08, document contenant plusieurs propositions de réforme coécrit par M. Liu Xiaobo, qui fait l'objet de l'avis n° 15/2011 du Groupe de travail.

9. Le 26 décembre 2011, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a constaté avec préoccupation que la condamnation de Chen Wei et l'extrême sévérité de la peine prononcée étaient une illustration du renforcement des graves restrictions à la liberté d'expression en Chine constaté ces deux dernières années. La

Haut-Commissaire a appelé les autorités chinoises à relâcher toute personne détenue pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression.

10. À la lumière de ce qui précède, la source fait valoir que la détention de M. Chen est arbitraire étant donnée qu'elle est motivée par l'exercice pacifique de ses droits à la liberté d'opinion et d'expression, droits qui sont consacrés par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Réponse du Gouvernement

Dans sa réponse, le Gouvernement a fourni au Groupe de travail les informations suivantes:

11. M. Chen Wei, sans emploi, avait été condamné en décembre 1994 à cinq ans d'emprisonnement pour mise en danger de la sécurité nationale et privé de ses droits politiques pendant deux ans. Il a été libéré le 28 mai 1997.

12. Dans un arrêt rendu le 23 décembre 2011, le tribunal populaire intermédiaire de Suining a conclu que, depuis 2009, M. Chen avait commis des infractions graves à des dispositions spécifiques du Code pénal chinois, mettant en danger la société par le biais de rumeurs, de propos diffamatoires, et autres, aux fins de calomnier le pouvoir étatique en place et d'inciter à son renversement. Le tribunal a jugé qu'il devait être puni conformément à la loi.

13. M. Chen avait été condamné pour avoir mis en danger la sécurité nationale, ne s'était pas repenti après avoir exécuté sa peine précédente et, de nouveau, s'était rendu coupable de mise en danger de la sécurité nationale. En tant que récidiviste, il devait donc être sévèrement puni conformément à la loi.

14. Le tribunal de première instance a condamné M. Chen à neuf ans d'emprisonnement pour incitation à la subversion du pouvoir de l'État et l'a privé de ses droits politiques pendant deux ans.

15. Durant le procès, le tribunal avait pleinement garanti les droits de M. Chen d'ester en justice, excepté celui de se défendre lui-même; mais les deux avocats qui lui avaient été assignés ont pu donner pleinement leurs avis.

16. La famille de M. Chen était présente à l'audience. Le tribunal a traité l'affaire en totale conformité avec la loi et les faits, la procédure était légale et il n'était pas question de détention arbitraire. Après que le tribunal a rendu son jugement en première instance, M. Chen a refusé le verdict et fait appel de la décision. Le jugement de première instance du tribunal était déjà devenu exécutoire.

Observations complémentaires émanant de la source

17. La source a estimé que le Gouvernement n'a présenté aucune preuve ou arguments (autres que des conclusions) pour réfuter l'allégation selon laquelle la détention de M. Chen était et demeure arbitraire en vertu du droit international des droits de l'homme étant donné qu'il exécute une peine de neuf ans de prison pour «incitation à la subversion du pouvoir de l'État» (art. 105 2) du Code pénal) uniquement pour ses écrits. L'acte d'accusation établi à son encontre cite comme «preuves» d'«incitation à la subversion» quatre essais écrits par M. Chen entre mars 2009 et janvier 2011 et intitulés «La maladie du système et le remède de la démocratie constitutionnelle», «La clé de la démocratisation de la Chine est le développement d'une opposition civile», «Les pieds [du Mouvement] de la défense des droits et le cerveau du Mouvement de la démocratie constitutionnelle» et «Réflexions sur la grève de la faim lors de la Journée des droits de l'homme».

18. De l'avis de la source, la réponse du Gouvernement se borne à reprendre les assertions contenues dans l'acte d'accusation selon lesquelles les écrits de M. Chen constituaient des actes de «propagation de rumeurs» et de «diffamation». Il est clair que les actes dont on accuse M. Chen consistaient simplement à exercer la libre expression protégée non seulement par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par le Pacte international relatif aux droits civiques et politiques (que la Chine a signé, mais pas ratifié), mais également par la Constitution chinoise (art. 35). En conséquence, la source affirme que la privation de liberté de M. Chen est arbitraire et relève de la catégorie II des Méthodes de travail du Groupe de travail.

19. S'agissant des allégations du Gouvernement qui affirme que le tribunal a pleinement garanti les droits procéduraux de M. Chen, y compris son droit à se défendre soi-même, et que ses avocats ont été autorisés à présenter pleinement leurs vues, la source estime qu'elles ne sont pas confirmées par les faits. Les autorités chinoises ont constamment empêché M. Chen de rencontrer ses avocats lors de sa détention préventive, ce qui constitue une violation de l'article 33 de la loi chinoise sur les avocats. M. Chen s'est entretenu avec un avocat seulement trois fois entre le 20 février 2011, jour de son arrestation, et le 23 décembre 2011, jour de son procès. Avant le procès, les avocats de M. Chen ont été avertis par la police qu'ils ne devaient pas «se perdre dans des détails» durant leurs plaidoiries et ne devaient accorder aucun entretien aux médias. Au cours du procès, M. Chen n'a pas été autorisé à faire de déclaration finale pour se défendre, ce qui constitue une violation de l'article 160 du Code de procédure pénale chinois. En outre, seuls trois des personnes soutenant M. Chen (sa femme, sa sœur et son frère) étaient présentes à l'audience, alors que de nombreux policiers encerclaient le tribunal et que des agents du Gouvernement occupaient la salle d'audience. Plus de 200 véhicules de police bloquaient les routes menant au tribunal afin d'empêcher les partisans de M. Chen d'assister aux débats et les policiers ont éloigné de force les activistes qui s'approchaient des lieux. Le procès de M. Chen s'est déroulé comme une audience à huis clos de facto, en violation de l'article 152 du Code de procédure pénale qui requiert que les procès de première instance soient publics. La source conclut que, à la lumière de la privation de M. Chen de ses droits à un procès équitable, sa détention est également arbitraire en vertu de la catégorie III.

Délibération

20. Dans sa réponse, le Gouvernement ne réfute pas l'allégation selon laquelle M. Chen a été condamné pour la publication en ligne de ses articles appelant à des réformes démocratiques. Toutefois, le Gouvernement a indiqué que M. Chen avait été arrêté et condamné pour «incitation à la subversion du pouvoir de l'État».

21. Le Groupe de travail considère que M. Chen a été arrêté et condamné pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression à travers la publication d'articles et de rapports critiques vis-à-vis des autorités. Le fait que ces formes d'expression pacifique de l'opinion soient érigées en infractions pénales dans le droit interne comme étant une forme d'«incitation à la subversion du pouvoir de l'État et au renversement du système socialiste» ne le prive pas du droit consacré à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. À cet égard, le Groupe de travail rappelle que, dans un autre avis concernant la République populaire de Chine, il a insisté sur le fait que, bien que les lois nationales punissent de tels agissements, ceux-ci sont protégés par les droits à la liberté d'opinion, d'expression et d'association consacrés par le droit international¹.

¹ Avis n° 32/2007 (Chine) du Groupe de travail sur la détention arbitraire, par. 27.

22. Le Groupe de travail réaffirme que, conformément à son mandat, il doit s'assurer que le droit interne est conforme aux dispositions internationales pertinentes énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. En conséquence, même si la privation de liberté est conforme à la législation nationale, le Groupe de travail doit s'assurer qu'elle est aussi conforme aux dispositions pertinentes du droit international².

23. Le Groupe de travail rappelle qu'avoir des opinions, y compris des opinions non conformes à la politique officielle du Gouvernement, et les exprimer sont des droits protégés par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

24. De l'avis du Groupe de travail, M. Chen a été privé de sa liberté à exercer pacifiquement son droit à la liberté d'opinion et d'expression, telle que garantie par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Par conséquent, la privation de liberté de M. Chen relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

25. Le Groupe de travail partage la préoccupation de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme selon laquelle «la condamnation de Chen Wei et l'extrême sévérité de la peine prononcée sont une illustration du renforcement des graves restrictions à la liberté d'expression en Chine constaté ces deux dernières années³».

Avis et recommandations

26. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Chen est arbitraire en ce qu'elle est contraire à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

27. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Chen Wei de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

28. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à libérer M. Chen et à lui accorder un droit effectif à réparation.

29. Le Groupe de travail invite également le Gouvernement à envisager de ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 2 mai 2012]

² Voir, *inter alia*, l'avis n° 13/2007 (Viet Nam) du Groupe de travail sur la détention arbitraire, par. 29.

³ Voir «Chine: l'ONU inquiète des condamnations de militants des droits de l'homme», Centre d'actualités de l'ONU, 26 décembre 2011.